

Cote du document: EB 2015/LOT/P.28
Date: 29 octobre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) en faveur de la République de Gambie pour le Renforcement de la résilience face au climat dans le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Moses Abukari
Chargé de programme de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2526
courriel: m.abukari@ifad.org

Naoufel Telahigue
Spécialiste technique principal
Division environnement et climat
téléphone: +39 06 5459 2572
courriel: n.telahigue@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et justification	1
II. État d'avancement du projet	3
III. Description du projet, zone d'intervention et groupe cible	4
IV. Coût et financement du projet	5
V. Identification et atténuation des risques	6
VI. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	7
VII. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	7
VIII. Instruments et pouvoirs juridiques	8
IX. Recommandation	8

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
Chosso	Renforcement de la résilience face au climat dans le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
Nema	Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau
S&E	Suivi-évaluation
UAP	Unité d'appui au projet

Recommandation pour approbation

Le Conseil administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) en faveur de la République de Gambie pour le Renforcement de la résilience face au climat dans le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau, telle qu'elle figure au paragraphe 37, ainsi que les modifications à l'accord de financement présentées au paragraphe 33.

Proposition de don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) en faveur de la République de Gambie pour le Renforcement de la résilience face au climat dans le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau

I. Contexte et justification

1. Le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (connu sous le nom de Nema¹) a été approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2012 (EB 2012/LOT/P.12), pour un coût total estimé à 64,9 millions d'USD et une durée de sept ans.
2. Les sources de financement du projet Nema sont les suivantes: i) le FIDA, qui apporte un financement total de 34,4 millions d'USD, comprenant un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), d'un montant de 20,28 millions d'USD (13,15 millions de DTS), approuvé en 2012, et une deuxième tranche de financement de 14,13 millions d'USD (10,05 millions de DTS) approuvée en avril 2015 et répartie entre un prêt consenti à des conditions particulièrement favorables, d'environ 7,06 millions d'USD (5,025 millions de DTS) et un don de quelque 7,06 millions d'USD (5,025 millions de DTS); ii) la Banque islamique de développement (BIsD), dont le financement s'élève à 15 millions d'USD; et iii) la Banque africaine de développement (BAfD)² qui fournit un don d'environ 17,7 millions d'USD³.
3. Un accord de financement relatif à l'allocation de la première tranche de financement du FIDA, a été signé le 20 décembre 2012 entre la République de Gambie et le FIDA. Une modification de l'accord de financement est en cours d'élaboration en vue de l'allocation de la deuxième tranche de financement du FIDA récemment approuvée.
4. Le présent mémorandum a pour objet l'approbation d'un financement supplémentaire, sous la forme d'un don, d'un montant de 3,57 millions de DTS (équivalant à 5,0 millions d'USD), provenant du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).
5. Les principales activités agricoles pratiquées le long du fleuve Gambie sont la culture pluviale (riz, autres céréales et arachides) complétée par une irrigation très limitée, le maraîchage semi-intensif et un peu d'élevage. Pour survivre, la plupart

¹ "Prospérité" en mandinka, la langue mandingue locale.

² Regroupés sous la rubrique "Autres donateurs" dans le document EB 2012/LOT/P.12.

³ Équivalant à 11,5 millions d'unités de compte. Le financement de la BAfD, initialement estimé à 11,75 millions d'USD, a été porté ensuite à 17,7 millions d'USD.

des ménages comptent également sur les arbres fruitiers, la cueillette de produits forestiers et non forestiers et la pêche, notamment le ramassage des huîtres dans les mangroves. Cependant, la récurrence de phénomènes climatiques de plus en plus extrêmes accélère l'épuisement de la base de ressources naturelles, ce qui fragilise les communautés et les expose à l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté. En particulier, les terres arables sont envahies par la salinité, et le sol est emporté le long des pentes dénudées. Disposant de peu d'options de diversification pour survivre, les femmes et les jeunes sont les plus touchés par les effets du changement climatique. Les modèles de changement climatique à l'échelle mondiale laissent tous prévoir une hausse des températures mais divergent sur la question de l'évolution des précipitations, bien que la tendance observée jusqu'à aujourd'hui aille plutôt dans le sens d'une réduction. Les températures extrêmes deviendront la norme avec, d'ici aux années 2090, une augmentation notable du nombre de journées et de nuits chaudes prévue dans l'est du pays. La proportion annuelle de pluies qui tomberont sous la forme de précipitations intenses variera fortement par rapport au modèle de précipitations actuel. L'élévation du niveau de la mer est considérée comme une menace essentiellement dans les zones côtières, où les plages et les infrastructures s'en ressentent. Les effets négatifs sur l'agriculture, en particulier dans les zones irriguées par action de la marée, sont moins évidents pour l'instant, dans la mesure où l'on n'a pas observé d'intrusion d'eau salée dans les zones d'eau douce pérennes qui se prêtent à ce type d'irrigation. Il n'en reste pas moins qu'une étude récente sur les intrusions salines réalisée auprès de 25 communautés vivant dans les régions les plus touchées du pays a montré que le sel avait envahi près de 1 400 hectares, touchant une proportion importante de rizières et faisant baisser les rendements.

6. Dans les zones rurales, l'économie et les communautés sont extrêmement vulnérables aux chocs externes et au changement climatique, du fait de la dynamique interdépendante du système de ressources naturelles et de la faible capacité d'adaptation des petits exploitants agricoles. Face à des conditions climatiques de plus en plus extrêmes, il est impératif de veiller à ce que les investissements du projet Nema soient efficaces et à ce que les communautés ciblées puissent préserver leurs moyens d'existence.
7. La proposition de Renforcement de la résilience face au climat dans le Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau (Chosso⁴), financé par un don octroyé au titre de l'ASAP, devrait considérablement accroître la valeur du projet Nema, pour un coût certes égal à moins de 10% du projet mère, et comprenant des investissements stratégiques au service du bien public dans la restitution et la protection des ressources naturelles, afin de contrecarrer les effets négatifs du changement climatique et de promouvoir la résilience de l'économie rurale. L'objectif consiste à optimiser l'efficacité du projet, s'agissant de traiter les menaces liées au climat qui pèsent sur l'agriculture paysanne, et à assurer une intégration systématique de la gestion des risques climatiques dans les processus de prise de décisions et de planification à tous les niveaux. Plus spécifiquement, le don servira à appuyer des activités visant à renforcer la résilience face au climat, à la fois des ménages déjà ciblés et de ménages supplémentaires.
8. Le don ASAP est parfaitement intégré dans le projet Nema et est aligné sur les priorités du Programme d'action national pour l'adaptation ainsi que sur les politiques et programmes nationaux relatifs à l'agriculture et au changement climatique.

⁴ "Changement" en mandika.

II. État d'avancement du projet

9. L'accord de financement du projet Nema est entré en vigueur le 20 décembre 2012 et la période d'exécution de sept ans a débuté en février 2013, les dates d'achèvement du projet et de clôture du financement étant fixées respectivement au 31 décembre 2019 et au 30 juin 2016. Le projet Nema a pour finalité de réduire la pauvreté des femmes et des jeunes dans les zones rurales, en contribuant à accroître leurs revenus au moyen d'une amélioration de la productivité fondée sur l'adoption de pratiques de gestion durable de la terre et de l'eau. Cet objectif sera atteint dans le cadre de deux composantes de projet importantes: aménagement des bassins versants (86,7%) et commercialisation agricole (13,3%). Le projet concentre les investissements sur la conservation et la gestion raisonnée des principaux facteurs physiques de la production agricole, à savoir, l'eau utilisable et les sols fertiles dans les bassins versants. Le projet est de portée nationale et est exécuté à une échelle qui doit permettre à une proportion importante de ménages ruraux d'augmenter leurs revenus en exerçant des activités fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, et ainsi de parvenir à la sécurité alimentaire.
10. En Gambie, Nema est le projet d'appui au secteur agricole le plus emblématique. Son unité d'appui au projet (UAP) fait office de relais de confiance lorsqu'il s'agit de fournir une assistance technique et consultative au gouvernement dans le cadre de son dialogue avec les autres donateurs intéressés par le secteur agricole. Par exemple, le projet Nema: i) a appuyé, en collaboration avec la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique, l'élaboration, la validation et l'approbation d'une Stratégie nationale pour le développement du riz; ii) a adopté un système propre de gestion financière (FinEx) que le Ministère de l'agriculture déploie actuellement dans tous les projets du secteur agricole; iii) a établi un arrangement de financement tripartite mobilisant des institutions financières privées pour cofinancer des entreprises agroalimentaires dans les filières du riz et des légumes – une innovation reprise dans d'autres projets en cours; et iv) a contribué à la mise au point et à l'entrée en service – au sein du cadre de suivi-évaluation (S&E) du Ministère de l'agriculture – du premier système de S&E du secteur de l'agriculture, qui a permis d'ancrer tous les projets du secteur sur un système central unique. L'étude de référence du projet Nema, prévue dans le cadre du Système de gestion des résultats et de l'impact, a été achevée et le partenariat du FIDA avec l'Agence spatiale européenne et la Synthetic Aperture Radar map (Sarmap) a permis de produire des cartes nationales en haute résolution de l'utilisation et de l'occupation des sols. L'Union européenne fournit des fonds supplémentaires afin que cette initiative puisse être répétée à l'échelle souhaitée, avec la Sarmap.
11. Globalement, l'exécution du projet est en bonne voie. Les deux premières vérifications des comptes du projet ont fait l'objet d'une opinion sans réserve et ont été réalisées en temps voulu. Dans l'examen annuel 2014 de la performance du portefeuille, Nema fait partie des projets qui ne sont pas à risques. En août 2015, le taux de décaissement était de 26%, et il devrait augmenter rapidement, compte tenu des éléments suivants: contrats récemment signés et passations de marchés en cours relatives à des travaux de génie civil supplémentaires; élargissement des actions d'alphabétisation fonctionnelle et des programmes de fermes-écoles; et lancement de jeunes entreprises agroalimentaires, mobilisant des cofinancements d'institutions financières locales, dans les filières du riz et des légumes. Le FIDA fournit régulièrement un appui à l'exécution et des missions de supervision auront lieu deux fois par an.
12. Le projet Nema a intégré l'expérience issue des projets antérieurs et en cours, et il met à profit les enseignements tirés de l'approche de programme de pays mise en œuvre par le FIDA en Gambie. Les activités de sensibilisation et d'information portent leurs fruits au sein des communautés rurales, où un nombre croissant

d'agriculteurs demandent à accéder aux services du projet. L'adoption rapide des pratiques agricoles améliorées présentées dans les fermes-écoles et la progression de l'alphabétisation fonctionnelle chez les agriculteurs ayant bénéficié d'une formation, des femmes pour la plupart, sont à porter au crédit de l'impact initial du projet. En outre, d'autres projets du secteur agricole reprennent à leur compte des approches innovantes et de bonnes pratiques du projet Nema.

13. Des investissements majeurs dans des travaux de génie civil sont actuellement engagés, à savoir: mise en place d'infrastructures permettant d'irriguer 160 hectares (ha) par action de la marée, aménagement de 1 000 ha de zones de bas-fonds, travaux de conservation sur 408 ha de terrains situés en altitude (notamment, viaducs, passerelles, digues, déversoirs, diguettes en courbes de niveau et fermeture de ravins) et construction de 5 km de routes reliant les villages et de routes d'accès.
14. Les principales réalisations du projet à ce jour sont les suivantes: i) 130 exploitants agricoles ont reçu une formation sur la gestion et le développement des entreprises, dont 52% de femmes; ii) 600 personnes ont reçu une formation sur la gestion communautaire et la planification bantaba (à l'échelle communale) des bassins versants, dont 50% de femmes; iii) 827 personnes ont bénéficié de l'alphabétisation fonctionnelle, dont 83% de femmes; iv) 25 fermes-écoles ont été mises sur pied avec 651 participants, dont 82% de femmes, chaque participant formé prenant ensuite en charge d'autres exploitants; v) 9 tonnes d'un assortiment de semences parentales de riz ont été produites et multipliées par des producteurs de semences sous contrat, qui ont récolté près de 800 tonnes de semences de riz de qualité destinées aux agriculteurs ciblés (selon les rapports, le rendement moyen serait de 5,3 tonnes par hectare pendant une seule campagne d'irrigation); vi) appui à la création et/ou l'expansion de cinq entreprises agroalimentaires dans le cadre des accords de financement tripartite; et vii) élaboration d'une stratégie essentielle en matière de gestion des savoirs et de communication.

III. Description du projet, zone d'intervention et groupe cible

15. Objectif de développement. Chosso a la même finalité que le projet Nema: réduire la pauvreté des femmes et des jeunes dans les zones rurales. L'objectif en matière de développement est d'accroître les revenus au moyen d'une amélioration de la productivité fondée sur l'adoption de pratiques de gestion durable de la terre et de l'eau. L'objectif du financement supplémentaire axé sur le climat est d'améliorer les activités du projet Nema, compte tenu des conditions climatiques de plus en plus extrêmes auxquelles l'agriculture paysanne est confrontée, et ainsi de renforcer l'aptitude des petits exploitants agricoles à étoffer leurs options dans un environnement en pleine évolution, de contribuer directement à la mise en œuvre du Programme d'action national pour l'adaptation et de compléter d'autres initiatives d'adaptation au changement climatique.
16. Ciblage. Le projet continuera à cibler les femmes et les jeunes. Le projet Nema a été conçu à l'intention des femmes, considérées comme étant les principaux producteurs de riz et de légumes dans le pays, et à l'intention des jeunes ruraux pauvres, hommes et femmes confondus, et il portait sur la production maraîchère à visée commerciale et sur les entreprises agroalimentaires. Les activités de sensibilisation à la question de l'adaptation au changement climatique et les interventions de récupération de l'eau et de restitution de forêts cibleront les membres de la communauté, notamment les ménages vulnérables.
17. Composantes et résultats du projet. Les activités financées par un don dans le cadre de Chosso sont totalement intégrées dans les composantes du projet Nema et sont décrites soit comme des modifications soit comme des améliorations visant à intégrer la question du changement climatique dans la conception d'origine. Le

projet produira de nouveaux résultats à l'intention des petits agriculteurs, à savoir, une réduction de la vulnérabilité face aux dangers induits par le climat et une amélioration de la capacité d'adaptation dans un environnement en pleine évolution. En conséquence, les activités de Chosso profiteront à quelque 52 300 petits exploitants pauvres, dont 90% de nouveaux bénéficiaires, les 10% restants étant des bénéficiaires du projet Nema.

18. Composante 1: Aménagement des bassins versants. Le résultat souhaité est l'accroissement de la productivité des rares terres agricoles, grâce à la valorisation des bassins versants par les moyens suivants: interventions complémentaires de récupération de l'eau; restitution des forêts communautaires (agroforesterie communautaire, parcelles boisées et régénération des mangroves); ajustement de la conception des infrastructures d'irrigation par action de la marée et des aménagements des bas-fonds et des zones d'altitude, prévus dans le projet Nema; et amélioration de l'efficacité de l'eau d'irrigation dans les jardins maraîchers villageois.
19. Composante 2: Commercialisation agricole. Le résultat attendu est une capacité de résilience renforcée des partenaires du secteur public et du secteur privé, afin de fournir en temps voulu des informations fiables sur le risque climatique et d'améliorer ainsi les processus de prise de décisions des ménages ciblés.
20. Composante 3: Appui au projet. Les capacités de gestion de l'UAP de Nema seront renforcées par une augmentation des effectifs du personnel. Une assistance technique sera fournie à la demande pour garantir l'efficacité du S&E et la génération et la diffusion des meilleures pratiques, de manière à produire des informations utiles à la planification de l'adaptation face au changement climatique, à la préparation des budgets et à la gestion, à tous les niveaux du pays.
21. Zone d'intervention et durée du projet. Dans le cadre de Chosso, les zones géographiques prioritaires seront déterminées en fonction de la vulnérabilité climatique des communautés couvertes par le projet Nema dans l'ensemble des six régions agricoles. Le projet sera exécuté sur une période de quatre ans, correspondant à la période d'exécution restante de Nema.
22. L'intérêt particulier de Chosso tient aux multiples avantages supplémentaires apportés par la régénération de la base de ressources naturelles menacée, par l'amélioration de la résilience des bénéficiaires et par leur autonomisation directe grâce à l'accès à des stratégies valides d'adaptation au climat et à des informations permettant de prendre des décisions en temps utile. Les activités de Chosso en matière d'adaptation renforceront la capacité de résilience des rizicultrices ciblées dans les interventions du projet Nema relatives à l'irrigation par action de la marée et à l'aménagement de bas-fonds et de zones d'altitude, et la capacité de résilience des femmes et des jeunes travaillant dans les périmètres maraîchers villageois. Un grand nombre d'exploitants agricoles, outre les agriculteurs nouvellement ciblés, bénéficieront directement des investissements communaux dans la récupération de l'eau et la restitution de forêts.

IV. Coût et financement du projet

23. Le montant du don ASAP s'élève à 5,0 millions d'USD, soit 87,8% du coût total du projet.
24. Les fonds du don ASAP seront complétés par une contribution du Gouvernement gambien, d'un montant approximatif de 224 453 USD, correspondant à des exonérations de taxes (90,4%) et à la prise en charge des salaires et des dépenses de fonctionnement supplémentaires liés à l'expansion de l'UAP de Nema-Chosso (9,6%).

25. Globalement, les contributions des bénéficiaires sont estimées à 8,3% du montant total des coûts du projet. Plus spécifiquement, les organisations paysannes et les organisations de producteurs, de même que les groupements d'irrigants, mobiliseront des ressources pour financer les travaux de drainage, les périmètres d'irrigation par action de la marée, les structures pilotes de récupération de l'eau et de captage du ruissellement (tranchées et barrages en terre), l'agroforesterie communautaire et la régénération des mangroves, et les parcelles boisées communautaires.

Tableau 1
Coût de Chosso (et Nema) par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Don initial du FIDA	Deuxième tranche du prêt du FIDA	Deuxième tranche du don du FIDA	Don ASAP	BlsD et BAfD	Gouvernement	Prêteurs	Bénéficiaires	Total
1. Aménagement des bassins versants	12 446,20	5 513,30	5 513,30	3 780,50	26 810,58	1 505,20		472,00	56 041,08
2. Commercialisation agricole	4 823,45	823,40	823,40	404,80		318,00	954,29	212,10	8 359,44
3. Appui au projet	3 010,35	729,06	729,06	814,70		1 014,40			6 297,58
Coût total du projet	20 280,00	7 065,77	7 065,77	5 000,00	26 810,58	2 837,60	954,29	684,10	70 698,11

Tableau 2
Coût de Chosso (et Nema) par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Don initial du FIDA	Deuxième tranche du prêt du FIDA	Deuxième tranche du don du FIDA	Don ASAP	BlsD et BAfD	Gouvernement	Prêteurs	Bénéficiaires	Total
I. Génie civil, véhicules, matériel et biens	13 191,58	5 527,80	5 527,80	3 613,40	26 810,58	2 088,30		472,00	57 231,51
II. Assistance technique	959,59	89,10	89,10	333,70		11,90			1 483,35
III. Formation, S&E	3 218,93	703,90	703,90	999,60		25,60			5 651,84
IV. Fonds d'encouragement à l'investissement	543,99	221,10	221,10	0,00	0,00	0,00	954,29	212,10	2 152,50
V. Salaires	1 052,97	457,40	457,40	44,90		603,30			2 616,02
VI. Charges d'exploitation	1 312,92	66,50	66,50	8,50		108,50			1 563,01
Total	20 280,00	7 065,77	7 065,77	5 000,00	26 810,58	2 837,60	954,29	684,10	70 698,11

V. Identification et atténuation des risques

26. Les interventions du projet Nema ont été classées dans la catégorie B en ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux, puisqu'elles visent à régénérer des écosystèmes déjà fragiles et endommagés. En accord avec les directives relatives aux procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique appliquées lors de la conception, les investissements de Chosso seront classés dans la même catégorie que ceux du projet Nema, puisqu'ils consistent à allouer des ressources supplémentaires aux activités du projet Nema et serviront aussi à financer des infrastructures pilotes de récupération de l'eau. Le plan de gestion environnementale et sociale élaboré pour le projet Nema sera révisé afin de tenir compte des nouveaux éléments associés à Chosso.
27. Le risque climatique est classé dans la catégorie "modéré" puisque les produits et les résultats du projet seront influencés par le climat. Cependant, le projet comporte des mesures spécifiques visant à limiter ces risques et à renforcer la résilience des bénéficiaires.
28. Parmi les autres risques, il convient de citer l'aptitude limitée des prestataires de services locaux à fournir des services de qualité en relation avec l'obtention de produits spécifiques, et la question de l'accès aux terres et du régime foncier qui pourrait limiter la performance du projet s'agissant de la plantation de mangroves et du reboisement. Les mesures susceptibles d'atténuer ces risques sont les suivantes: contrats axés sur la performance et renforcement des capacités à

l'intention des prestataires de services, autonomisation des communautés et formalisation des droits d'utilisation des terres sur la base des normes locales.

VI. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. Contexte national et évaluation du risque. Le risque inhérent est jugé élevé. L'indice de perception de la corruption publié par Transparency International pour la Gambie est passé de 3,4 en 2012 à 2,9 en 2014. L'évaluation de la dépense publique et de la responsabilité financière, publiée en 2015, a montré quelques améliorations de l'état des systèmes publics de gestion financière par rapport à l'évaluation précédente mais a aussi souligné la mauvaise performance enregistrée dans plusieurs domaines essentiels, notamment les examens et audits externes et l'efficacité de l'audit interne.
30. En conséquence, les dispositions relatives à la gestion financière du don ASAP seront alignées sur celles qui sont déjà en place dans l'UAP et ont été jugées, pour l'essentiel, adéquates et conformes aux directives du FIDA. De ce fait, l'UAP tiendra une comptabilité complète, conformément aux exigences du FIDA et aux normes comptables internationales. L'UAP établira à intervalles réguliers des rapports financiers intérimaires ainsi que les états financiers annuels du projet, conformément aux normes comptables agréées par le FIDA. Il faudra procéder à un certain nombre d'ajustements, notamment la mise à jour du manuel des procédures financières, des modèles de rapports financiers et du logiciel de comptabilité.
31. Le flux de fonds sera conforme à ce qui se fait déjà dans le projet Nema. C'est pourquoi, le gouvernement ouvrira et gèrera un compte spécial libellé en dollars des États-Unis à la Banque centrale de Gambie, pour percevoir le montant du don ASAP. Les retraits de fonds seront effectués dans le cadre des procédures de décaissement du FIDA et les virements répondront aux besoins liés à l'exécution du projet.
32. Le don ASAP sera intégré dans la vérification annuelle des comptes du projet Nema. Par conséquent, le montant du don fera chaque année l'objet d'une vérification des comptes par des auditeurs indépendants agréés par le FIDA, dont le mandat sera approuvé par celui-ci et cohérent avec les directives du FIDA concernant l'audit des projets. Un rapport consolidé de vérification des comptes relatif à l'ensemble du projet, accompagné d'une lettre de recommandations présentant les observations de l'auditeur sur le contrôle interne, sera communiqué au FIDA dans un délai maximal de six mois après la clôture de l'exercice financier.

VII. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

33. Après l'approbation par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié de manière à prendre en compte le financement supplémentaire octroyé au titre du Fonds fiduciaire de l'ASAP, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire. Ce financement, qui renforce le plan de financement initialement approuvé au moment de la conception, entraînera plusieurs modifications de la description du projet. Cependant, la zone de projet, le groupe cible et les objectifs ne changeront pas. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée dans la mesure où tous les fonds du don ASAP proposé seront utilisés pour renforcer des activités du projet Nema financées par le FIDA et déjà en cours d'exécution. Les dépenses admissibles au titre du financement ASAP seront précisément définies dans l'accord de financement.

VIII. Instruments et pouvoirs juridiques

34. Un amendement à l'accord de financement actuel entre la République de Gambie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti au bénéficiaire.
35. La République de Gambie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire de l'ASAP du FIDA, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

IX. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Gambie un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne, d'un montant équivalant approximativement à trois millions cinq cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (3 570 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze